Procès-verbal

Séance du 8 Novembre 2019

L'an 2019, le 08 Novembre à 20 heure 30 minutes, le conseil municipal de la commune de MOISENAY s'est réuni en salle des mariages à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de madame BADENCO Michèle, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmis par écrit aux conseillers municipaux le 31/10/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 31/10/2019.

Présents: Mme BADENCO Michèle, Maire, Mmes : BARRE Monique, BRIHI Patricia, GEYER Geneviève, PATAT Joëlle, PETTINARI Sonia, REVEL Sophie, VAROQUI Geneviève, MM : BENASSIS Jacques, GERMILLAC Patrice, TONDU Olivier, TRINQUET Denis

Excusés ayant donné procuration : MM : PRIMAK Patrick à Mme GEYER Geneviève, SUPPLY Fabrice à Mme BADENCO Michèle

Absent : M. DUTERTRE James

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 12

Date de la convocation : 31/10/2019

Date d'affichage : 31/10/2019

A été nommée secrétaire : Mme PATAT Joëlle

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture de MELUN.

En préalable, madame le maire informe le conseil de questions orales posées par madame VAROQUI et demande au conseil son accord pour les évoquer en fin de séance.

Madame le maire demande au conseil son accord pour une intervention de monsieur TRINQUET en fin de séance pour un compte rendu de la réunion concernant la mise en place d'un nouveau centre d'enfouissement technique (CET) sur le territoire de la communauté de communes.

Adoption du procès-verbal de la séance du 06 Septembre 2019

Madame le maire demande aux conseillers d'émettre leurs observations éventuelles sur le procès-verbal de la séance du 06 Septembre 2019.

Aucune observation n'étant émise, celui-ci est adopté à l'unanimité.

Objet des délibérations

SOMMAIRE

- SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ENERGIES DE SEINE ET MARNE - TRAVAUX RELATIFS AU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC - PROGRAMME 2020
- CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT TECHNIQUE TITULAIRE A TEMPS COMPLET
- CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE - ADHESION A LA MISE EN CONCURRENCE EFFECTUEE PAR LE

- CENTRE DE GESTION DE SEINE ET MARNE
- DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R.) 2020 - DIVERS TRAVAUX DANS LE BATIMENT DES PRIMAIRES
- DECISION MODIFICATIVE - VIREMENT DE CREDIT
- PRET DE LA SALLE MARCEAU FONTAINE AU PROFIT DU GROUPE HOSPITALIER SUD ILE DE FRANCE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Rapporteur : Patrice GERMILLAC

Le programme de travaux de rénovation de l'éclairage public sur la commune, commencé en 2014, est arrivé à son terme.

Comme l'année dernière, dans le cadre d'un projet portant essentiellement sur la création de points lumineux solaires autonomes rue de la Porte des Champs et impasse de la Grange, le syndicat départemental des énergies de Seine et Marne (SDESM) a donc été rapproché afin d'obtenir une assistance technique et financière.

En effet, au vu des permis de construire et permis d'aménager accordés ces derniers mois, le nombre de maisons individuelles va rapidement augmenter et il paraît important de prévoir dans ce secteur, n'ayant aucun réseau existant, un éclairage public afin de sécuriser les lieux et les riverains.

Le type de lampadaire choisi est alimenté par l'énergie solaire, c'est-à-dire qu'il est équipé de panneaux solaires qui captent la lumière du soleil pendant la journée, ce qui permet de produire de l'électricité, qui est stockée dans des batteries, puis restituée la nuit pour l'éclairage. Le lampadaire devient ainsi autonome en énergie.

Ainsi il peut être envisagé, rue de la Porte des Champs et impasse de la Grange :

- La création de 10 points lumineux solaires autonomes

Le coût total de l'opération est estimé à 39.609 € HT et 47.530,80 € TTC et une subvention de 19.805 € calculée sur le montant H.T des travaux sera allouée par le SDESM à la commune.

2019/NOVEMBRE/33 – SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ENERGIES DE SEINE ET MARNE – TRAVAUX RELATIFS AU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC - PROGRAMME 2020

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2.II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique,

Vu les statuts du syndicat départemental des énergies de Seine et Marne (SDESM),

Considérant l'adhésion de la commune de MOISENAY à ce syndicat,

Considérant le programme de travaux de rénovation de l'éclairage public envisagé pour l'année 2020,

Considérant l'Avant-Projet Sommaire réalisé par le SDESM,

Après en avoir délibéré,

ARTICLE UN :

APPROUVE le programme de travaux de rénovation de l'éclairage public pour l'année 2020 et les modalités financières, relatif aux opérations suivantes :

- La création de 10 points lumineux solaires autonomes

ARTICLE DEUX :

DELEGUE la maîtrise d'ouvrage au SDESM concernant l'ensemble des travaux sus énoncés.

ARTICLE TROIS :

DEMANDE au SDESM de lancer les études et les travaux ad hoc, lesdits travaux étant évalués d'après l'Avant-Projet Sommaire à la somme hors taxe trente-neuf mille six-cent-neuf euros (39.609,00 €) soit quarante-sept mille cinq cent trente euros et quatre-vingt centimes d'euros (47.530,80 €) toutes taxes comprises.

ARTICLE QUATRE :

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif de l'exercice 2020.

ARTICLE CINQ :

AUTORISE madame le maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention financière et toutes pièces s'y référant relatifs à la réalisation des travaux.

ARTICLE SIX :

AUTORISE le SDESM à récupérer les certificats d'économie d'énergie auprès de son obligé ou à présenter les dossiers de demande de subvention auprès de l'ADEME.

A la question du choix solaire, monsieur GERMILLAC précise qu'il a été motivé par l'absence de réseau et le coût moins important que l'installation d'un réseau aérien ou enterré.

Monsieur TONDU demande si un devis pour création d'un réseau a été demandé afin de comparer le montant des points lumineux solaires autonomes et des installations sur réseau. Monsieur GERMILLAC répond que le devis demandé ne lui est pas encore parvenu.

Qu'en est-il de la durée de vie de ces installations solaires : monsieur TRINQUET répond que de nombreuses communes en sont équipées avec un retour positif.

Rapporteur : madame Michèle BADENCO

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La création d'un poste permanent d'adjoint technique à raison d'une durée hebdomadaire de service de 35 heures est rendue nécessaire par la gestion accrue des tâches afférentes au service technique de la commune.

Ce poste est ouvert afin de recruter l'agent qui assure actuellement le remplacement d'un agent technique en congé longue maladie depuis le 18 novembre 2016 qui est susceptible de réintégrer son poste à partir du 19 novembre 2019.

En effet, afin de pallier, entres autres, aux futurs besoins de la commune en termes d'entretien des espaces verts couvrant la commune et ceux futurs, soit le lotissement impasse du Cuché dont la rétrocession de la voirie devrait avoir lieu prochainement, et le futur parcours de santé, il y a donc lieu de procéder à la création du poste adéquat à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires.

L'objectif de ce recrutement est de conserver en état de propreté les espaces verts et abords de la commune et de maintenir en bon état de fonctionnement les bâtiments communaux et assurer l'entretien courant des machines, matériels et locaux utilisés.

Au regard de ces éléments, il est donc proposé de modifier le tableau des effectifs de la commune en créant, à compter du 1er janvier 2020, un poste d'adjoint technique à temps complet et de bien vouloir délibérer en ce sens.

2019/NOVEMBRE/34 – CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT TECHNIQUE TITULAIRE A TEMPS COMPLET

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des effectifs existant,

Vu le budget communal,

Considérant la nécessité de créer un emploi permanent pour satisfaire aux besoins accrus des tâches polyvalents du service technique de la commune,

Après en avoir délibéré,

Par treize voix et une abstention (G. VAROQUI),

ARTICLE UN :

DECIDE au 1^{er} janvier 2020 la création d'un poste d'un adjoint technique à temps complet.

ARTICLE DEUX :

DIT que la dépense est inscrite en section de fonctionnement.

Compte tenu du volume de travail à réaliser sur la commune : entretien des salles, bâtiments communaux, espaces verts, notamment avec la rétrocession prochaine de l'impasse du Cuché, tailles d'arbres, des nombreux massifs floraux à entretenir, etc... l'embauche définitive de l'employé technique recruté jusqu'au 30/11/2019 s'avère nécessaire.

Cet agent avait été embauché en raison de l'absence pour longue maladie du titulaire, depuis le 16/11/2016. Le retour de cet agent est envisagé pour le 18/11/2019 à temps partiel thérapeutique mais reste à confirmer par le centre de gestion.

Le conseil s'interroge sur le coût de cette embauche. Ne peut-il pas être envisagé le recours à une entreprise sous contrat pour l'entretien des espaces verts, comme cela s'est déjà pratiqué.

Madame le maire répond que la commune a investi dans du matériel qu'il convient de rentabiliser.

Rapporteur : Michèle BADENCO

Le statut de fonctionnaire territorial prévoit que la collectivité employeur public garantisse un maintien de salaire à ses agents en cas d'accident, maladie, maternité, etc. Les coûts de ces absentéismes peuvent avoir un réel impact sur le budget et le fonctionnement de la collectivité.

Les contrats d'assurance statutaire souscrits actuellement auprès de la CNP Assurances (Compagnie d'Assurance de Personnes) par le biais du Centre de Gestion de Seine et Marne, viennent à terme au 31 décembre 2020.

Une procédure de mise en concurrence va être effectuée dans le courant de l'année 2020 pour le compte des collectivités de Seine et Marne, en vue d'obtenir de nouveaux contrats d'une durée de quatre ans.

En raison du poids financier important (près de 15 millions d'euros d'encaissement annuel) représentant 437 collectivités adhérentes et du principe de mutualisation des résultats des collectivités, il est espéré pouvoir obtenir de meilleurs taux et garanties en confiant l'appel d'offres au Centre de Gestion de Seine et Marne par mandat exprès.

2019/NOVEMBRE/35 – CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE – ADHESION A LA MISE EN CONCURRENCE EFFECTUEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE SEINE ET MARNE

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu le Décret n° 98.111 du 27 février 1998 intégrant les contrats d'assurance des collectivités locales dans le Code des Marchés Publics ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'expression du conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 2 juillet 2019 ayant fait vœu d'une mission facultative consistant à assister les collectivités et établissement souscripteurs du contrat à l'exécution de celui-ci et ayant chargé son Président de soumettre cette proposition aux collectivités et établissements publics du département ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARTICLE UN :

AUTORISE madame le Maire à donner mandat au Centre de Gestion de Seine et Marne afin de souscrire pour son compte des conventions d'assurance couvrant les risques statutaires du personnel auprès d'une compagnie d'assurances agréée, cette démarche pouvant être entreprise par plusieurs collectivités territoriales intéressées selon le principe de la mutualisation.

Les caractéristiques de ces conventions seront les suivantes :

- Durée du contrat : **4 ans à effet du 1^{er} janvier 2021**
- Régime du contrat : **capitalisation**
- La commune souhaite garantir :
 - les agents titulaires, stagiaires, non titulaires affiliés à l'IRCANTEC :
TOUS RISQUES
 - les agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL :
TOUS RISQUES.

ARTICLE DEUX :

CHARGE le Centre de Gestion de Seine et Marne de l'assister dans les actes d'exécution du présent marché une fois celui-ci souscrit, par le biais d'une convention de gestion.

ARTICLE TROIS :

AUTORISE madame le maire ou l'un de ses adjoints à signer les conventions résultant du mandat donné et tous autres documents s'y rapportant.

Les contrats actuels souscrits auprès de la CNP assurance arrivent à terme au 31/12/2020. La mise en concurrence doit intervenir dans le courant de l'année pour le compte des collectivités de SEINE-ET-MARNE en vue d'obtenir de nouveaux contrats dès le 1er janvier 2021 pour une durée de 4 ans. Monsieur TONDU demande si, compte tenu du nombre de collectivités adhérentes (437), une diminution du montant de ces contrats est envisagée.

Rapporteur : Michèle BADENCO

Dans son courrier du 02 juillet 2019, madame la préfète de Seine et Marne a informé la commune du calendrier pour le dépôt de dossier de demande de Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.) pour l'année 2020.

Les dossiers pour l'année 2020 doivent être déposés avant le 30 novembre 2019.

Il convient donc dès maintenant de demander cette subvention.

Le dossier concerne :

- la réfection du sol très endommagé dans la classe de CE2 ainsi que le couloir du rez-de-chaussée donnant accès aux classes et dont le carrelage se soulève, et le couloir du 1^{er} étage.
- Changement des dalles de plafonds existantes très endommagées

Ces travaux de réhabilitation du bâtiment sont la continuité des travaux d'amélioration et de confort effectués au cours de ces 3 dernières années.

Le taux de subvention est compris entre 20 et 80 % du montant hors taxe.

Il est proposé au conseil municipal de solliciter l'état au titre de la D.E.T.R. 2020 au taux maximum pour cette opération :

Coût : 29.800 € H.T

D.E.T.R. sollicitée : 23.840,00€ (80 %)

2019/NOVEMBRE/36 – DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R.) 2020 – DIVERS TRAVAUX DANS LE BATIMENT DES PRIMAIRES

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le courrier de madame la préfète de Seine et Marne par lequel celle-ci précise les modalités d'attribution de subventions dans le cadre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (D.E.T.R.)

Considérant que dans ce cadre, l'Etat alloue des subventions pour des travaux de mise aux normes et accessibilité des bâtiments publics,

Considérant que les travaux de réhabilitation de l'école primaire sont éligibles à cette dotation,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARTICLE UN :

APPROUVE le programme des travaux de réhabilitation dans le bâtiment des classes primaires, pour l'année 2020.

ARTICLE DEUX :

APPROUVE le descriptif de cette opération qui s'élève à 29.800,00 € H.T et 35.760,00 € TTC

ARTICLE TROIS :

DIT que le plan de financement s'établit comme suit :

Etat (dotation d'équipement des territoires ruraux) : 23.840,00 €

Commune de MOISENAY : 11.920,00 €

ARTICLE QUATRE :

DIT que la dépense sera inscrite au budget, en section d'investissement, de l'exercice 2020.

Le conseil demande quel est le taux des dernières subventions obtenues dans le cadre des DETR.

Réponse : entre 40 et 60 %.

Le conseil demande des précisions quant aux travaux sur les plafonds. Madame le maire précise que des travaux de peinture ont altéré la fonction acoustique des plafonds.

Deux conseillers suggèrent de conserver le parquet de la classe de CE2, de le poncer et vitrifier.

Rapporteur : Michèle BADENCO

Au dernier conseil du 06 septembre, il avait été décidé de prendre en charge, à titre de dédommagement, le dépôt de garantie du nouveau logement de madame ASQUIN pour un montant de 985,00 €

Cette somme a été mandatée en 165 (Dépôts et cautionnements reçus par l'établissement) mais ne correspond pas à l'imputation exacte qui est le 275 (Dépôts et cautionnements versés).

Ce dépôt de garantie doit donc faire l'objet d'une ouverture de crédit au budget de l'exercice, afin d'abonder le chapitre 27 ne comportant pas d'enveloppe pour ce faire.

2019/NOVEMBRE/37 – DECISION MODIFICATIVE – VIREMENT DE CREDIT

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2019/AVRIL/14 en date du 12 avril 2019 adoptant le budget unique pour l'exercice 2019,

Vu le budget communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARTICLE UN :

ADOpte la décision modification des crédits de dépenses et de recettes tel qu'il ressort des tableaux ci-après, chapitre par chapitre :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Chapitre / Imputation	Libellés	Montant
Chapitre 16	Emprunts et dettes	• 985,00 €
165	Dépôts et cautionnement reçus	• 985,00 €
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	985,00 €
275	Dépôts et cautionnements versés	985,00 €
	Total des dépenses de fonctionnement	0,00 €

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2019/AVRIL/14 en date du 12 avril 2019 adoptant le budget unique pour l'exercice 2019,

Vu le budget communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARTICLE UN :

ADOPTE la décision modification des crédits de dépenses et de recettes tel qu'il ressort des tableaux ci-après, chapitre par chapitre :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Chapitre Imputation /	Libellés	Montant
Chapitre 16	Emprunts et dettes	985,00 €
165	Dépôts et cautionnement reçus	- 985,00 €
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	985,00 €
275	Dépôts et cautionnements versés	985,00 €
	Total des dépenses de fonctionnement	0,00 €

Rapporteur : Michèle BADENCO

Le groupe hospitalier Sud Ile de France a demandé à bénéficier du prêt d'une salle communale, à raison d'une demi-journée par vacances scolaires, afin d'y organiser des animations liées à la pratique du cirque au profit d'un groupe d'enfants de l'hôpital de jour du centre hospitalier de MELUN.

Ces ateliers seront assurés par un intervenant de l'association « Des balles ton cirque » ainsi que trois soignants de l'hôpital de jour de MELUN aux dates suivantes :

- *Mardi 22 octobre 2019 de 14h à 15h30*
- *Mardi 11 février 2020 de 14h à 15h30*
- *Mardi 07 avril 2020 de 14h à 15h30*
- *Mardi 07 juillet 2020 de 14h à 15h30*

Il est précisé que cette mise à disposition se ferait à titre gratuit.

Au regard de ces éléments et afin de formaliser cette mise à disposition, tant sur son principe que sur ces modalités, il vous est proposé à de bien vouloir vous prononcer sur les termes de la convention.

2019/NOVEMBRE/38 - PRET DE LA SALLE MARCEAU FONTAINE AU PROFIT DU GROUPE HOSPITALIER SUD ILE DE FRANCE - CONVENTION DE MISE A DISPOSTION

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2144-3,

Considérant la demande de l'hôpital de jour du groupe hospitalier Sud-Ile-de-France d'un prêt de salle communale,

Considérant que la municipalité souhaite faire bénéficier de la salle Marceau Fontaine à l'hôpital de jour du centre hospitalier Sud Ile-de-France,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARTICLE UN :

EMET un accord de principe sur la convention à intervenir entre la commune de MOISENAY et le groupe hospitalier Sud-Ile-de-France concernant la mise à disposition de la salle Marceau Fontaine pour l'organisation d'ateliers au profit d'enfants de l'hôpital de jour,

ARTICLE DEUX :

AUTORISE madame le maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention à cet effet, à titre gratuit, après s'être assurée que l'hôpital de jour est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages et qu'il en est de même pour les animateurs et soignants, qui devront procéder à ces activités.

Madame le maire précise que ce prêt de salle gratuit est consenti pour une activité à destination d'enfants en difficulté.

Questions diverses :

Formulées par écrit par Madame VAROQUI conformément au règlement intérieur du conseil municipal :

1. Travaux rue des Galernes. Les travaux envisagés rue des Galernes seront-ils entrepris et à quelle date ?

Sur l'aspect financier, le montant de l'ordre de 30.000€ (à confirmer) pourrait faire l'objet d'un virement de crédit en partie ou totalement du compte dépenses imprévues en section d'investissement ou autres

Réponse : plusieurs solutions avaient été envisagées :

- La proposition de Monsieur STOUFF s'élevant à un montant de 30.000€
- Une étude complète et globale sur l'écoulement des eaux et la réfection de la rue. Cette étude sera confiée à la société CERAMO après acceptation du devis s'élevant à 2.350€. Cette étude devra être conjointe avec la communauté de communes Brie des Rivières et Châteaux (CCBRC), compétente pour la gestion des écoulements.

Ces travaux seront à intégrer dans le cadre d'un contrat F.E.R.

2. Contentieux : pourriez-vous faire le point sur les contentieux aboutis et en cours ?

Réponse : madame le Maire demande des précisions sur les contentieux évoqués et apporte les réponses suivantes :

- Aucun contentieux géré par un avocat n'est en cours
- Quelques dossiers sont en cours en matière d'urbanisme
- Monsieur TINQUET précise que le dépôt de plainte liée à l'achat du chalet de M et Mme DUVEAU est en cours.

3. Eglise : A l'intérieur de l'église de la rubalise a dû être mise en place pour éviter certainement un danger de chute de matériaux. Qu'en est-il ? Qu'est-il prévu ?

4.

Réponse :

- Monsieur GERMILLAC précise que, s'agissant d'un bâtiment classé, sont seuls compétents la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) et les Bâtiments de France. Ils doivent être sollicités.
- Monsieur TRINQUET suggère qu'une étude complète soit réalisée, en raison de fissures importantes sur l'ensemble du bâtiment. Un contrôle du clocher et de la charpente s'impose. Il serait intéressant de retrouver dans les archives le dossier des travaux réalisés sur l'église au début des années 2000.

Contact est à prendre auprès de la D.R.A.C.

5. Activité badminton : interpellée par des membres du badminton à propos de leur demande de 2018 de tracé au sol dans la salle multisports, qui à ce jour n'a pas abouti malgré l'accord de l'association de basket.

Beaucoup d'entre eux ont dû s'inscrire au CHATELET EN BRIE pour une meilleure pratique, ce qui est fort dommageable pour le Lien Mosénien et la commune.

Qu'en est-il ?

Réponse :

En 2014, à l'occasion de la réfection du tracé pour l'activité de compétition du basket, un marquage spécifique pour le badminton a été réalisé au frais de la commune. Ce marquage consiste en marques à chaque angle délimitant les terrains de badminton.

Récemment une réponse défavorable a été apportée à l'association le Lien Mosénien concernant leur demande de tracé.

Il est suggéré une rencontre entre la présidente du Lien Mosénien, le président de l'ASM Basket et la mairie concernant cette requête.

Informations apportées par Monsieur Denis TRINQUET

- Réunion du 07 novembre 2019 à l'initiative du maire de la commune de YEBLES concernant le plan régional de gestion des déchets et le projet de création de deux Centres d'Enfouissement Techniques en Ile de France d'ici 2031. Les communes doivent faire preuve d'une grande vigilance car sont recherchées, pour ces travaux, des terrains composés de couches de marne.
- Mise en place de la fibre optique : à ce jour la fibre est déployée sur la commune de MOISENAY. Est remarquée l'absence des grands opérateurs. Aucune réunion publique avec les opérateurs, telle qu'elle avait été envisagée à l'origine n'aura lieu.
Les questions sur ce dossier sont à remonter au maire de BOMBON, vice-président de la CCBRC en charge du développement de la fibre optique.

Informations apportées par Monsieur Olivier TONDU

Monsieur TONDU dresse un rapide compte rendu de la dernière réunion sur l'assainissement :

- à échéance de 10 ans un doublement du prix de l'eau est envisagé atteignant 11€ le m³.
- L'augmentation sera sensible entre 2021 et 2024. S'ensuivra une stagnation.
- Des travaux sur le réseau d'eau sont prévus jusqu'en 2026. A cette date : point de jonction de tous les tarifs de toutes les communes.
- Le tarif pour Moisenay passerait de 5,50€ le m³ aujourd'hui à 9,80€ le m³ en 2026.

Informations apportées par Madame Geneviève VAROQUI

- Schéma départemental d'accueil des gens du voyage (réunion du 17/10/2019). Sur la communauté de communes Brie des Rivières et Châteaux, 30 places sont nécessaires. L'aire de GUIGNES est opérationnelle. Est noté une baisse de fréquentation de ces aires ; 18 places seront rétrocédées à la communauté de communes Val de Seine.
Par contre on note un besoin croissant d'aires de grand passage. Quatre seraient nécessaires.
Monsieur TONDU informe le conseil du coût pour la communauté de communes s'élevant à 250.000€ ; 6€ par habitant de la CCBRC.

Enfin, l'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 22h30.

A MOISENAY, le 26/11/2019
Joëlle PATAT, secrétaire de séance